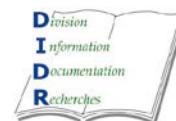


23 mars 2020



Répression des militants du Parti national de sauvetage du Cambodge (*Cambodia National Rescue Party, CNRP*)



Panneau de propagande du CNRP dont les personnages ont été maculés, dans la province de Siem Reap en novembre 2017 (droits réservés)

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofptra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofptra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofptra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Interdiction du CNRP et faible répression	3
2. Force du CNRP en exil et mesures d'intimidation	3
3. Menace de retour de Sam Rainsy et vague de répression	4
Bibliographie	7

Résumé : Le CNRP a été dissous en novembre 2017. Après une période de faible répression, l'annonce du retour de Sam Rainsy au Cambodge a provoqué une réaction virulente des autorités. Environ 90 militants ont été arrêtés à partir d'août 2019, et ont été libérés sous caution en novembre 2019, en restant sous le coup de poursuites judiciaires. Une vingtaine de militants sont toujours détenus. Plusieurs dizaines de militants sont entrés dans la clandestinité pour échapper aux poursuites judiciaires. Sam Rainsy, le président par intérim du CNRP, exilé en France, a été condamné à huit ans de réclusion en mai 2019, et Kem Sokha, le président en titre, est en procès pour haute trahison depuis janvier 2019.

Abstract : The CNRP was dissolved in November 2017. After a period of weak repression, the announcement of Sam Rainsy's return to Cambodia provoked a virulent reaction from the authorities. About 90 activists were arrested from August 2019, and were released on bail in November 2019, while still under prosecution. Twenty activists are still detained. Several dozen activists went underground to escape legal action. Sam Rainsy, the acting president of the CNRP, exiled in France, was sentenced to eight years in prison in May 2019, and Kem Sokha, the president in office, has been on trial for high treason since January 2019.

Nota : La traduction des sources en anglais est assurée par la DIDR.

1. Interdiction du CNRP et faible répression

Kem Sokha, le président du Parti national de sauvetage du Cambodge (*Cambodia National Rescue Party*, CNRP), a été arrêté en septembre 2017 pour haute trahison, placé en détention à la prison CC3 pendant un an puis assigné à résidence sous contrôle judiciaire.¹ **Le 16 novembre 2017, la Cour suprême a ordonné la dissolution du CNRP**, l'exclusion de la vie politique pendant cinq ans de 118 membres de celui-ci et la destitution de 489 maires et 55 députés de l'Assemblée Nationale appartenant à ce parti.²

En janvier 2018, des militants de l'ex-CNRP ont fondé le *Cambodia National Rescue Movement* (CNRM), dont le président est Sam Rainsy, l'un des fondateurs du CNRP, résidant en France depuis 2015. En décembre 2018 à Atlanta aux Etats-Unis, une conférence du CNRP en exil a désigné celui-ci comme remplaçant provisoire (« *acting president* ») de Kem Sokha à la tête de cette organisation.³ Kem Sokha n'a pas reconnu cette décision.⁴

Le 20 mai 2018, un ancien responsable de district de l'ex-CNRP, Ban Somphy, âgé de 70 ans, a été arrêté pour un *post* sur Facebook critiquant le roi Norodom Sihamoni et le Premier ministre Hun Sen. **Le 4 octobre 2018, il a été condamné** par le Tribunal provincial de Siem Reap à un an d'emprisonnement **sur le fondement de la loi de lèse-majesté, appliquée pour la première fois.**⁵

En janvier et en mars 2019, trois membres de l'ex-CNRP (Kong Korm et Kong Bora en janvier, et Sim Sovanny en mars) parmi les 118 qui avaient été interdits d'activités politiques pendant cinq ans ont été graciés à leur demande par le roi Norodom Sihamoni.⁶

2. Force du CNRP en exil et mesures d'intimidation

En janvier 2019, Kong Mas, un militant de l'ex-CNRP, a été arrêté par la police pour ses *posts* sur Facebook. Il a été placé en détention, et sa demande de libération conditionnelle a été rejetée en mai 2019.⁷



Panneau du CNRP dans un village de la province de Siem Reap en novembre 2017 (droits réservés)

¹ Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO), 10/09/2018, [url](#) ; The Phnom Penh Post, 07/12/2018, [url](#)

² The Phnom Penh Post, 16/11/2017, [url](#)

³ The Phnom Penh Post, 07/12/2018, [url](#)

⁴ The Phnom Penh Post, 03/12/2018, [url](#)

⁵ LICADHO, 05/10/2018, [url](#)

⁶ The Phnom Penh Post, 04/03/2019, [url](#)

⁷ The Phnom Penh Post, 03/06/2019, [url](#) ; LICADHO, 01/06/2019, [url](#)

En mars 2019, huit responsables de l'ex-CNRP en exil ont fait l'objet de poursuites judiciaires.⁸ En effet, le juge Koy Sao du Tribunal municipal de Phnom Penh a rendu public des mandats d'arrêt à l'encontre de Sam Rainsy, président intérimaire et cofondateur du CNRP, Mu Sochua, vice-présidente du CNRP, et six autres responsables du CNRP en exil (Long Ry, Men Sothavarin, Ou Chanrath, Tok Vanchan et Ho Vann), soit huit des 24 membres du Comité permanent du CNRP en exil. **Les peines d'emprisonnement encourues varient de six mois à dix ans.**⁹

Le 20 avril 2019, le CNRP en exil a organisé un rassemblement de milliers de partisans à Gwangju en Corée du Sud, pendant lequel ceux-ci ont allumé des bougies pour la démocratie. Sok Eysan, le porte-parole du Parti du peuple cambodgien (*Cambodian People's Party*, CPP, au pouvoir), a qualifié cet événement de « manifestation insensée » et a ajouté à propos des manifestants : « Quand ils crient de manière insensée comme ceci, ils devraient être renvoyés au Cambodge, si bien qu'ils n'agiraient pas de cette façon dans ce pays [la Corée du Sud]. »¹⁰

En avril et mai 2019, 140 membres de l'ex-CNRP dans les provinces de Battambang (35 membres, dont 26 en avril et 9 en mai), Kampong Thom (35), Kandal, Kampong Speu et Tbong Khmum, **ont été convoqués et interrogés par les tribunaux provinciaux.** Certains d'entre eux ont été arrêtés et interrogés par la police. Ils ont tous été accusés de ne pas respecter la décision de dissolution de leur organisation par la Cour suprême.¹¹

Le 2 mai 2019, Sam Rainsy a été condamné à huit ans d'emprisonnement et à une amende de 20 millions de riels (4 600 €) pour crime de lèse-majesté et avoir incité l'armée à la rébellion.¹²

En mai 2019, la police est intervenue lors de plusieurs déjeuners de membres de l'ex-CNRP pour les interroger et les surveiller dans la province de Kampong Thom.¹³ A la suite de ces interventions, deux professeurs, anciens conseillers provinciaux, Thai Tim et Sun Thun, ont annoncé qu'ils ne participeraient dorénavant à aucune activité politique, en particulier liée au CNRP, **pour ne plus être harcelés ou licenciés.**¹⁴

3. Menace de retour de Sam Rainsy et vague de répression

En août 2019, Sam Rainsy a annoncé son intention de rentrer de France au Cambodge. A la suite de cette annonce, **en août et septembre, 88 militants de l'ex-CNRP ont été arrêtés, et une douzaine d'entre eux ont été victimes d'agressions réalisées par des motocyclistes munis de barres métalliques.** Parmi ces personnes agressées figuraient Sin Bona, frappé à Phnom Penh le 25 septembre 2019, quelques jours après l'agression de Pouk Chenda, le chef de la sécurité de Sam Rainsy. Au début du mois de décembre 2019, aucune arrestation concernant ces agressions n'avait été effectuée.¹⁵

Le 1^{er} août 2019, les agents du Département anti-cybercrime de la police ont arrêté à Phnom Penh, Mai Hongsreang, membre de l'ex-CNRP et résident dans la province de Preah

⁸ The Phnom Penh Post, 03/06/2019, [url](#)

⁹ The Phnom Penh Post, 20/03/2019, [url](#) ; LICADHO, 01/06/2019, [url](#)

¹⁰ The Phnom Penh Post, 22/04/2019, [url](#)

¹¹ The Phnom Penh Post, 03/06/2019, [url](#) ; The Phnom Penh Post, 20/05/2019, [url](#) ; Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO), 01/06/2019, [url](#)

¹² Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO), 01/12/2019, [url](#)

¹³ The Phnom Penh Post, 24/05/2019, [url](#)

¹⁴ The Phnom Penh Post, 03/07/2019, [url](#)

¹⁵ Radio Free Asia (RFA), 03/12/2019, [url](#)

Sihanouk, pour ses critiques à l'encontre du Premier ministre Hun Sen postées sur sa page Facebook.¹⁶

Les 30 et 31 août 2019, quatre militants de l'ex-CNRP ont été arrêtés. L'un d'entre eux a été libéré, et les trois autres (Ros Kim Sieng, Sun Bunthun, Nou Phoeun) ont été inculpés par le Tribunal de la province de Kampong Thom pour insultes envers le Premier ministre Hun Sen. Le beau-frère de Kim Sieng, qui n'est pas militant, a été également arrêté pour avoir diffusé sur Facebook la photographie de son parent menotté.¹⁷

Le 16 septembre 2019, six militants de l'ex-CNRP (Tum Bunthan, You Chanthean, Ly Lin, Ly Meng Kheang, Yat Phearum et Chhun Thai Yuth) ont été placés en détention provisoire dans la prison de Prey Sar, en application d'un mandat d'arrêt délivré par le Tribunal municipal de Phnom Penh, et inculpés sous les chefs d'accusation de « conspiration and incitation à provoquer un important chaos contre la sécurité nationale et sociale ».¹⁸

Le 7 novembre 2019, à la suite d'une décision du gouvernement thaïlandais, Sam Rainsy, résident en France, n'a pas pu embarquer à Paris dans un avion de la compagnie Thai Airways, alors qu'il s'apprêtait à se rendre en Thaïlande pour organiser une grande manifestation antigouvernementale qui devait franchir la frontière cambodgienne.¹⁹ L'armée cambodgienne a été déployée à la frontière thaïlandaise et à l'aéroport international de Phnom Penh.²⁰ Le gouvernement cambodgien avait demandé aux autres pays de l'ASEAN d'arrêter Sam Rainsy et ses acolytes. Le 13 novembre 2019, alors qu'il avait pu se rendre en Malaisie à l'invitation de la coalition au pouvoir, il a été bloqué à l'aéroport de Kuala Lumpur et n'a pas pu embarquer dans un vol pour Jakarta en Indonésie. Mu Sochua a été détenue brièvement dans ce même aéroport.²¹ Sam Rainsy, qui a finalement pu se rendre en Indonésie, est ensuite rentré en France, son pays de résidence depuis 2015. Lors de son voyage, il a pu rencontrer le ministre des Affaires étrangères malaisien et le vice-président du parti au pouvoir en Indonésie.²²

En novembre 2019, un porte-parole de la police a déclaré au média cambodgien *The Phnom Penh Post* que 298 personnes avaient avoué faire partie d'un complot pour le retour de Sam Rainsy au Cambodge, et que **63 d'entre elles avaient été arrêtées et 69 faisaient l'objet de mandats d'arrêt**.²³

Puis le Premier ministre Hun Sen a déclaré que 70 militants d'opposition seraient libérés sous caution. Le 14 novembre 2019, le média américain *Radio Free Asia* (RFA) a pu vérifier que 17 militants de l'ex-CNRP avaient été libérés, tandis que 71 autres étaient toujours détenus.²⁴ **Le 15 novembre 2019, le CNRP a annoncé que 75 des 88 militants détenus depuis août 2019 avaient été libérés**. Cependant, le 18 novembre, Reorn Roth, militant de l'ex-CNRP, qui avait informé RFA d'une visite de la police à son domicile en son absence, a été convoqué par le Tribunal de la province de Kampong Cham, et est, dès lors, entré dans la clandestinité. Selon la LICADHO, **200 militants d'opposition seraient entrés dans la clandestinité** pour échapper aux poursuites des tribunaux fondées sur le chef d'accusation de « complicité de trahison » avec les dirigeants du CNRP.²⁵ En outre, **les charges (complot contre l'Etat) à l'encontre des militants libérés n'ont pas été abandonnées**.²⁶

¹⁶ The Phnom Penh Post, 01/08/2019, [url](#)

¹⁷ The Phnom Penh Post, 04/09/2019, [url](#)

¹⁸ The Phnom Penh Post, 16/09/2019, [url](#)

¹⁹ The Phnom Penh Post, 07/11/2019, [url](#)

²⁰ LICADHO, 01/12/2019, [url](#)

²¹ The Phnom Penh Post, 14/11/2019, [url](#) ; Radio Free Asia (RFA), 13/11/2019, [url](#)

²² Radio Free Asia (RFA), 18/11/2019, [url](#)

²³ The Phnom Penh Post, 07/11/2019, [url](#)

²⁴ Radio Free Asia (RFA), 14/11/2019, [url](#)

²⁵ Radio Free Asia (RFA), 18/11/2019, [url](#)

²⁶ LICADHO, 01/12/2019, [url](#)

Le 20 novembre, l'avocat Sam Sokong a déclaré que 16 de ses clients, militants de l'ex-CNRP, étaient encore détenus, et que quatre autres, défendus par d'autres avocats, l'étaient également, ce qui suggère que plus de 88 militants avaient été arrêtés. Mai Hongsreang (susmentionné), arrêté le 1^{er} août 2019, était toujours en détention.²⁷

Le 6 décembre 2019, Tep Chansokheya, ancienne conseillère municipale de l'ex-CNRP, a été agressée et frappée à la tête par deux motocyclistes masqués sur la voie publique. Elle est la treizième militante à être victime d'une telle agression.²⁸

Le 10 novembre 2019, l'assignation à résidence de Kem Sokha a été levée, mais celui-ci n'avait pas l'autorisation de quitter le Cambodge, ni d'exercer d'activités politiques.²⁹ **Le 15 janvier 2020 s'est ouvert son procès pour haute trahison.** Celui-ci risque trente ans d'emprisonnement.³⁰

²⁷ Radio Free Asia (RFA), 20/11/2019, [url](#)

²⁸ Radio Free Asia (RFA), 06/12/2019, [url](#)

²⁹ Radio Free Asia (RFA), 14/11/2019, [url](#) ; Voice of America (VOA), 10/11/2019, [url](#)

³⁰ Radio Free Asia (RFA), 15/01/2020, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés le 23 mars 2020

Organisations non gouvernementales

Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO), "10 Years in Review: Rights Abuses in Cambodia", 01/12/2019, <http://www.licadho-cambodia.org/articles/20191201/163/index.html>

Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO), "CSOs express serious concern and call for a stop to the ongoing judicial harassment of former Cambodia National Rescue Party members", 01/06/2019, <http://www.licadho-cambodia.org/pressrelease.php?perm=439>

Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO), "Cambodia's First Lèse Majesté Conviction", 05/10/2018, <http://www.licadho-cambodia.org/flashnews.php?perm=261>

Cambodian League for the Promotion and Defense of Human Rights (LICADHO), "Kem Sokha Transferred to House Arrest", 10/09/2018, <http://www.licadho-cambodia.org/flashnews.php?perm=255>

Médias

Radio Free Asia (RFA), "Prosecutors Present 'Evidence' as Trial of Cambodia Opposition Leader Kem Sokha Underway", 15/01/2020, <https://www.rfa.org/english/news/cambodia/evidence-01152020155053.html?searchterm:utf8:ustring=%20rainsy>

Radio Free Asia (RFA), "Former Elected Opposition Official Beaten Unconscious in Cambodia's Capital", 06/12/2019, <https://www.rfa.org/english/news/cambodia/beatng-12062019163559.html?searchterm:utf8:ustring=%20rainsy>

Radio Free Asia (RFA), "Justice Eludes 12 Cambodian Opposition Members Months After Assaults", 03/12/2019, <https://www.rfa.org/english/news/cambodia/justice-12032019163922.html?searchterm:utf8:ustring=%20rainsy>

Radio Free Asia (RFA), "More Than 20 Opposition Activists Remain Detained in Cambodia Despite Order For Release", 20/11/2019, <https://www.rfa.org/english/news/cambodia/detained-11202019155513.html?searchterm:utf8:ustring=%20rainsy>

Radio Free Asia (RFA), "Cambodia Opposition Leader Kem Sokha to Face Trial, Despite Looming EU Sanctions", 18/11/2019, <https://www.rfa.org/english/news/cambodia/trial-11182019170358.html?searchterm:utf8:ustring=%20rainsy>

The Phnom Penh Post, « Rainsy barred from Jakarta flight », 14/11/2019, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/reports-rainsy-barred-jakarta-flight>

Radio Free Asia (RFA), "Opposition Leader Rainsy Praises Indonesia as Cambodia Frees Some Supporters", 14/11/2019, <https://www.rfa.org/english/news/cambodia/rainsy-indonesia-11142019154301.html?searchterm:utf8:ustring=%20rainsy>

Radio Free Asia (RFA), "Indonesia Blocks Entry of Cambodian Opposition Leader: Malaysia Airlines", 13/11/2019, <https://www.rfa.org/english/news/cambodia/indonesia-rainsy-11132019094503.html?searchterm:utf8:ustring=%20rainsy>

Voice of America (VOA), "Cambodia Releases Opposition Leader From House Arrest", 10/11/2019, <https://www.voanews.com/east-asia-pacific/cambodia-releases-opposition-leader-house-arrest>

The Phnom Penh Post, « Rainsy stopped in Paris from boarding Thai flight », 07/11/2019, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/rainsy-stopped-paris-boarding-thai-flight>

The Phnom Penh Post, « Six CNRP activists are detained for 'provoking chaos' », 16/09/2019, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/six-cnrp-activists-are-detained-provoking-chaos>

The Phnom Penh Post, « CNRP three charged with insulting PM », 04/09/2019, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/cnrp-three-charged-insulting-pm>

The Phnom Penh Post, « Former CNRP activist held for 'insulting government' on FB », 01/08/2019, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/former-cnrp-activist-held-insulting-government-fb>

The Phnom Penh Post, « Former CNRP council members depart from politics », 03/07/2019, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/former-cnrp-council-members-depart-politics>

The Phnom Penh Post, « CSOs express concern over 'harassment' of CNRP », 03/06/2019, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/csos-express-concern-over-harassment-cnrp>

The Phnom Penh Post, « Ex-CNRP voice their concern at monitoring », 24/05/2019, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/ex-cnrp-voice-their-concern-monitoring>

The Phnom Penh Post, « Further ex-CNRP called for questioning », 20/05/2019, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/further-ex-cnrp-called-questioning>

The Phnom Penh Post, « Thousands attend CNRP-organised pro-democracy vigil in South Korea », 22/04/2019, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/thousands-attend-cnrp-organised-pro-democracy-vigil-south-korea>

The Phnom Penh Post, « CNRP arrest warrants condemned », 20/03/2019, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/cnrp-arrest-warrants-condemned>

The Phnom Penh Post, « Third politician granted royal pardon », 04/03/2019, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/third-politician-granted-royal-pardon>

The Phnom Penh Post, « Kem Sokha faction slams Sam Rainsy nomination as coup », 07/12/2018, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/kem-sokha-faction-slams-sam-rainsy-nomination-party-coup>

The Phnom Penh Post, « Kem Sokha distances himself from 'Rainsy's' US event », 03/12/2018, <https://www.phnompenhpost.com/national-politics/kem-sokha-distances-himself-rainsys-us-event>

The Phnom Penh Post, « Supreme Court rules to dissolve CNRP », 16/11/2017, <https://www.phnompenhpost.com/national/breaking-supreme-court-rules-dissolve-cnrp>